

La « crise berbériste » de 1949, un conflit à plusieurs faces

Amar Ouerdane

Ouerdane Amar, . La « crise berbériste » de 1949, un conflit à plusieurs faces. In: Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée, N°44, 1987. Berbères, une identité en construction. pp. 35-47.

[Voir l'article en ligne](#)

Avertissement

L'éditeur du site « PERSEE » – le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation – détient la propriété intellectuelle et les droits d'exploitation. A ce titre il est titulaire des droits d'auteur et du droit sui generis du producteur de bases de données sur ce site conformément à la loi n°98-536 du 1er juillet 1998 relative aux bases de données.

Les oeuvres reproduites sur le site « PERSEE » sont protégées par les dispositions générales du Code de la propriété intellectuelle.

Droits et devoirs des utilisateurs

Pour un usage strictement privé, la simple reproduction du contenu de ce site est libre.

Pour un usage scientifique ou pédagogique, à des fins de recherches, d'enseignement ou de communication excluant toute exploitation commerciale, la reproduction et la communication au public du contenu de ce site sont autorisées, sous réserve que celles-ci servent d'illustration, ne soient pas substantielles et ne soient pas expressément limitées (plans ou photographies). La mention Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation sur chaque reproduction tirée du site est obligatoire ainsi que le nom de la revue et- lorsqu'ils sont indiqués - le nom de l'auteur et la référence du document reproduit.

Toute autre reproduction ou communication au public, intégrale ou substantielle du contenu de ce site, par quelque procédé que ce soit, de l'éditeur original de l'oeuvre, de l'auteur et de ses ayants droit.

La reproduction et l'exploitation des photographies et des plans, y compris à des fins commerciales, doivent être autorisés par l'éditeur du site, Le Ministère de la jeunesse, de l'éducation nationale et de la recherche, Direction de l'enseignement supérieur, Sous-direction des bibliothèques et de la documentation (voir <http://www.sup.adc.education.fr/bib/>). La source et les crédits devront toujours être mentionnés.

Amar Ouerdane

LA «CRISE BERBÉRISTE» DE 1949, UN CONFLIT A PLUSIEURS FACES

Écrasée par la misère, la Kabylie constitue le lieu de fermentation de nationalistes révolutionnaires grâce, notamment, aux travailleurs émigrés militants ou sympathisants de l'ENA et du PPA qui reviennent périodiquement ou définitivement dans leurs villages. De ce fait, le niveau politique et organisationnel y est meilleur que dans les autres régions d'Algérie.

Sensibilisés par les « anciens », une pléiade de jeunes Kabyles, lycéens (Ali Laïmèche, Amar Ould-Hamouda, Hocine Aït-Ahmed, Rachid Ali-Yahia...) et étudiants (Omar Oussedik, Yahia Henine, Mabrouk Belhocine, Sadek Hadjerès, Saïd Oubouzar) affluent dans les rangs du PPA au cours de la Seconde Guerre mondiale. Issus des couches sociales populaires, d'origine paysanne, la jeunesse et le radicalisme politique caractérisent cette nouvelle vague de militants nationalistes.

Contrairement aux principaux dirigeants kabyles de l'ENA (Imache, Si Djilani, Yahiaoui), cette nouvelle génération manifeste ouvertement son intérêt prononcé pour l'étude et la réhabilitation de la langue et de la culture kabyles. M. Aït-Amrane, lycéen à Ben Aknoun (El-Mokrani), compose en janvier 1945, à l'âge de vingt ans, le premier chant nationaliste en kabyle *Kher a mmi-s umaziγ* (« Debout fils de Berbère ! ») devenu une sorte d'« hymne national berbère ». Il a également traduit et adapté *l'Internationale* en kabyle. Ali Laïmèche et Hocine Aït-Ahmed, âgés de 20 et 19 ans, composent également des chants dont certains sont devenus célèbres (Benbrahim, 1982).

C'est à cette époque que si Mohand Amokrane Khelifati, militant de l'ex-ENA et du PPA, instruit en français (certificat d'études : 1928) et en arabe, très pieux,

admirateur sans borne de Messali, commence à parler de son alphabet berbère original, complété de surcroît en 1934. Il assure même l'avoir enseigné en prison à Djenien-Bou-Rezg (1940-1943) à quelques détenus nationalistes kabyles et même au communiste Amar Ouzegane. Cette initiative a soulevé l'hostilité de la part de certains détenus arabes (entretien avec M. A. Khélifati). A ce propos, Amar Ouzegane, qui ne relate pas spécifiquement cet événement, en rapporte un autre qui le corrobore. Les nombreux Kabyles internés par le régime de Vichy demandent à un personnage qui jouit d'un immense prestige auprès des internés et qui prétend avoir séjourné sept ans à l'Université islamique El-Azhar du Caire, d'être leur imam. Celui-ci accepte. Amar Ouzegane écrit :

Après la prière, il prononçait la *khorba* en arabe... littéraire. Malgré leur bonne volonté aiguisée par une foi islamique fervente, nos vieux montagnards ne parvenaient pas à comprendre grand chose aux sermons prononcés en arabe littéraire. C'est pourquoi ils désignèrent un des leurs, lettré en arabe, pour leur expliquer les paroles divines dans leur dialecte berbère. Mais le cheikh importuné par une traduction qu'il ne pouvait suivre, se mit en colère et se lança dans un violent réquisitoire contre les « faux musulmans qui ne comprenaient pas la langue noble (...) [concluant que] lorsqu'il y aura un gouvernement musulman, il coupera la tête à qui parlera une autre langue que l'arabe ». Blessés et humiliés, les vieux kabyles quittèrent le cheikh. Le dernier s'adressa en kabyle au traducteur : « Dis au cheikh s'il faudra un interprète pour parler avec ma grand-mère ? » Le mécontentement fut tel qu'il donna naissance à la formation d'un bloc qu'on surnomma la « République du Djurdjura ». (Ouzegane, 1952, p. 6).

Ces indices traduisent en fait l'atmosphère au sein du mouvement nationaliste : d'un côté l'intolérance de l'arabo-islamisme et de l'autre l'affirmation de l'identité culturelle berbère que les Kabyles assument, désormais, ouvertement.

Cette prise de conscience et cette maturation politique déclenchent le processus de déblocage et débouche sur la volonté chez certains militants Kabyles de clarifier politiquement la question de la dimension berbère de l'Algérie. Comment l'intégrer dans le mouvement nationaliste dont l'idéologie est, depuis son implantation en Algérie, exclusivement arabo-islamique ?

Cette effervescence culturelle et politique suscite parmi les militants kabyles une réflexion sur les questions nationale, démocratique (le système de cooptation toujours en vigueur au sein du parti) et linguistique.

Mais l'impitoyable répression des manifestations du 8 mai 1945 va refouler pour un temps encore ces questions.

RADICALISATION DES JEUNES NATIONALISTES KABYLES

La répression conjuguée à l'échec de la direction dans son projet insurrectionnel (ordonné après les massacres et annulé la veille, le 22 mai) ont soulevé des interrogations sur les méthodes d'organisation et de fonctionnement du parti parmi les militants kabyles. Elles se traduisent dans l'immédiat par une demande à la direction de réunifier les « deux » Kabylies en un seul district.

La réponse laconique de la direction : « ordre formel de ne pas vous occuper de la Petite Kabylie » (Aït-Ahmed, 1983, p. 74) prouve le maintien de la suspicion (héritée de l'ENA) de la direction du parti à l'égard des Kabyles et son hostilité à une organisation du territoire sur la base du critère linguistique.

Influencés sur le plan idéologique par le marxisme, les jeunes responsables de

la « Grande » Kabylie (Bennaï Ouali, Ali Laïmèche, Amar Ould-Hamouda, Hocine Aït-Ahmed et Omar Oussedik) ne l'identifiaient pourtant pas au PCA, contrairement à l'affirmation de l'historien Mahfoud Kaddache (1980, p. 805). Lorsque le PCA réalise, au cours de l'été 1945, qu'il était allé trop loin dans son anti-nationalisme en demandant un « châtimement exemplaire pour les agents provocateurs hitlériens » et les « pseudo-nationalistes », il adopte (août 1945) une nouvelle tactique : tout en condamnant les chefs nationalistes et continuant à défendre la thèse du « complot fasciste », il engage en même temps une campagne d'« amnistie pour les égarés ». Selon Nahori, alors dirigeant du PCA, interviewé par Emmanuel Sivan : « Lorsque les cadres du PCA se rendirent en Kabylie pour y fonder des comités d'amnistie, ils se virent traités de “renégat” et de “traîtres” » (Sivan, 1976, p. 152).

Conscients de l'hostilité de la direction à la réhabilitation de la langue berbère, les responsables kabyles cherchent à donner un fondement rationnel au mouvement nationaliste, seul cadre permettant d'assumer la dimension berbère. Aït-Ahmed écrira plus tard : « promouvoir la pensée révolutionnaire et les pratiques démocratiques c'était une façon de réhabiliter la culture berbère » (1983, p. 96).

La question berbère se trouve donc étroitement associée à celles de l'indépendance nationale et de la démocratie.

Cette approche fut développée en mars 1946 par les cadres de la Kabylie devant Amar Khellil, délégué officiel du parti, en présence de quelques autres militants de la Kabylie, notamment Amar Cheikh, Belaïd Aït-Medri, Salem El-Hadj et Mohand Amokrane Khelifati selon lequel la mise entre parenthèses de la question de la langue berbère fut décidée à cette réunion. Sa proposition de préparer un programme d'enseignement de la langue kabyle en adoptant naturellement son alphabet et de le présenter au parti fut rejetée. Toujours selon Khelifati, l'argument-clé, avancé pour rejeter sa proposition fut le suivant :

« Poser la question de la langue berbère à la direction hostile et de moins en moins révolutionnaire et ce après les massacres colonialistes de mai 1945, risque de déclencher une crise dont les conséquences seraient catastrophiques pour le mouvement nationaliste. »

Se ralliant à la majorité, il en gardera, jusqu'à présent, une certaine rancune aux « Kabyles marxisants » préoccupés désormais uniquement par des questions idéologiques et politiques (entretien personnel avec M. A. Khelifati).

Des militants d'autres régions constatent aussi le caractère de « moins en moins révolutionnaire » de la direction, Mohamed Boudiaf, un des futurs « neuf chefs historiques » de la Révolution algérienne, écrit :

« Progressivement le nationalisme du PPA se liquéfie sous l'influence des notables algériens, eux-mêmes soumis aux « conseils » modérateurs des courants bourgeois pan-arabes, vidant ainsi le parti de son contenu révolutionnaire. Ce travail de sape idéologique est, bien sûr, le fait de la direction. » (Boudiaf, 1974, p. 24)

A la veille des élections législatives à l'Assemblée nationale française de novembre 1946, la direction a décidé, sous l'initiative de Messali, qui venait d'être libéré de prison (le 11 août 1946), de participer au scrutin, sur la seule recommandation d'Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue Arabe.

Cette orientation politique accentua la radicalisation des responsables de la Kabylie. Ils exigent la tenue d'un congrès, obtenu... après les élections. Entre-temps,

pour désamorcer leurs critiques, la direction convoque une conférence nationale des cadres à Bouzaréah (banlieue d'Alger). Justifiant la participation aux élections, Messali s'oppose à la création d'une organisation paramilitaire proposée notamment par Bennaï Ouali et Amar Ould-Hamouda qui préconisent la clandestinité totale et la préparation immédiate de la lutte armée.

L'élection de cinq députés sous l'étiquette « Pour le Triomphe des Libertés Démocratiques » accentue quelque peu la crise au sein du parti devenu le « Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques » (MTLD).

LE PREMIER CONGRÈS DU MTLD

Le congrès, convoqué pour les 15 et 16 février 1947, est le premier depuis la création du PPA en mars 1937. Le nombre et la composition des délégués arrêtés par la direction posent problème. En effet, la Kabylie a droit au même nombre de délégués que les autres régions d'Algérie alors qu'elle compte plus de militants que toutes ces régions réunies. Aït-Ahmed écrit à ce propos :

• « Après avril 1946, je participerai aux réunions du Bureau national d'organisation en tant que représentant de la Kabylie, et c'est seulement alors que je découvrirai que sur les quelque quatorze mille adhérents du parti il y en avait plus de dix mille en Kabylie, sans compter les sympathisants. Et aussi, que le parti a pu survivre financièrement grâce à nos contributions financières. Aux piécettes des militants s'ajoutait la participation volontaire et régulière des commerçants, et cela sans qu'ils aient jamais été taxés. » (1983, p. 67.)

Les deux textes qui ont servi de base de discussion au congrès émanent, l'un de la direction, l'autre du district de la Kabylie. Le premier, n'étant publié dans aucun document consulté, se résume selon de nombreux auteurs, à l'historique du mouvement national et à la justification de la politique de participation électorale. Le second propose dans sa première partie une étude des activités du parti avant 1946 et se conclut par une analyse critique de « l'ordre » et du « contre-ordre » d'insurrection lors des « événements de mai 1945 » et de la décision de participer aux élections sans consulter les militants. Dans sa deuxième partie, le rapport énonce les perspectives d'ordre idéologique, politique et organique.

Sur le plan idéologique, la définition du nationalisme algérien est formulée ainsi : « libérateur », « révolutionnaire » et « démocratique ». Sur le plan politique, on condamne l'électoralisme, le parlementarisme et « toutes les formes de luttes réformatrices » et on recommande « la mise sur pied d'une centrale syndicale ouvrière, la création d'un mouvement d'émancipation des femmes, d'organisations étudiantes ». (Aït-Ahmed, 1983, p. 94.) Enfin, sur le plan organique, le rapport suggère :

« Une refonte complète de nos structures et de nos méthodes dans un but d'efficacité révolutionnaire [et conclut] sur l'impérieuse nécessité de créer une organisation spéciale paramilitaire qui se consacrerait à la préparation de la lutte armée en élevant le niveau tactique et technique de nos cadres et de nos militants. » (Aït-Ahmed, 1983, p. 92.)

Le vote en faveur de l'orientation électorale défendue par Messali est majoritaire. Selon M. Harbi (1980, p. 38), « elle rassemble 29 voix sur 55 ».

Dans ses conclusions, le congrès maintient la clandestinité du PPA, entérine le parti légal, le MTLD, et crée l'« Organisation spéciale » (OS). Derrière cette sorte de compromis, la victoire des réformatrices est incontestable. L'OS relève du

PPA-MTLD et l'aile légale accapare la quasi-totalité des cadres et des militants aguerris pour garnir les conseils municipaux.

Durant ce congrès, une clarification d'importance est évitée; la définition du concept de « nation » algérienne. D'autre part, le nouveau parti, le PPA-MTLD, ne s'est pas donné des statuts pour organiser sa vie intérieure. De ce fait, le système de cooptation demeure en vigueur. Afin d'empêcher Messali, dont l'immense prestige plane sur le congrès, de choisir les membres du comité central, Aït-Ahmed propose une « Commission des Six » n'incluant aucun dirigeant de la Kabylie. Elle est adoptée. Quatre responsables de la Kabylie, Bennaï Ouali, Amar Ould-Hamoude, Hocine Aït-Ahmed et Omar Oussedik, sont nommée au Comité central; seul Aït-Ahmed siègera au bureau politique de douze membre (dont les 5 élus) sans attribution précise.

Au moment où se tient ce congrès, Amar Imache, quittant la France pour l'Algérie en compagnie de Si Djilani, rédige une « lettre d'adieu » aux immigrés algériens. Dans ce véritable réquisitoire contre Messali, cité par l'historienne américaine Janet D. Zagoria, il écrit :

« We liberated you from fetichism and fanaticism, and you drift toward another more dangerous one. We awakened you from idolatry. We advised you to see all, understand all, to control all, and you fall on your knees in extasy before new idols. You dare to see a divine virtue even in the hairs of a beard. Leave the jugglers of the fair who give you deceiving mirages. Return to reality. » (Zagoria, 1973, p. 252.)

Afin de prévenir des défections de militants kabyles au sein du PPA-MTLD et calmer leur ardeur révolutionnaire, Messali entreprend la première semaine de mars 1947 une tournée en Kabylie où, en contradiction avec ses positions lors de ce congrès, il déclare notamment :

« Les Français sont venus dans le sang, nous gagnerons l'indépendance par le sang [...]. Les Français n'ont plus de troupes, le moment est venu d'agir. Dans peu de temps vous recevrez le message. N'hésitez pas. La seule troupe que nous pourrions redouter, c'est la légion française. Elle est en Indochine. » (Kaddache, 1980, p. 74.)

Au mois d'avril (1947), Amar Imache et Si Djilani créent le « Parti de l'Unité Algérienne » qui se propose notamment de « clarifier la religion musulmane et de combattre le fanatisme » (Ageron, 1971, p. 589).

Les très rares auteurs qui mentionnent, très brièvement d'ailleurs, la création et l'échec de ce parti n'ont établi aucun lien entre celui-ci et les dirigeants kabyles du PPA-MTLD ou de l'OS. Ces derniers semblent s'orienter vers l'accélération du processus révolutionnaire, sous la pression d'une conjonction d'événements survenus sur la scène algérienne, maghrébine, française et internationale.

Depuis la répression de 1945, la Kabylie est en agitation permanente alimentée par les maquisards (militants recherchés, déserteurs et bandits d'honneur dont le plus célèbre est Ahmed Oumeri). Plusieurs agents de l'administration (caïds, bachaghas...) sont assassinés ou blessés. L'OS est stimulée par ces actions malgré la répression qui vise, entre autre, à empêcher des liaisons entre les militants du PPA-MTLD et ces maquisards. C'est à cette époque (printemps 1947) que le plus célèbre des maquisards de la Révolution algérienne, futur négociateur de l'indépendance, Krim Belkacem, rejoint le maquis.

La répression au Maroc et en Tunisie a conduit les quatre partis marocains et les deux partis tunisiens¹, auxquels s'est joint le PPA, à une concertation au Caire,

sous la direction du président de la Ligue Arabe, Azzam Pacha, et avec la bénédiction du roi Farouk. C'est à ce moment-là (mai 1947) que fut élaboré le plan d'évasion de l'ancien chef rifain Abdelkrim, dans le but de bénéficier de son immense prestige maghrébin et international. Celui-ci allait en effet être transféré de l'île de la Réunion, où il était emprisonné par les forces franco-espagnoles depuis 1926, vers la France. Son évasion du bateau qui le ramenait fut organisée (fin mai 1947) lors de l'escale dans un port égyptien.

Immédiatement après cet événement (juin 1947), Messali décide de créer un hebdomadaire d'information en langue arabe, dont le titre est : *El-Maghreb El-Arabi* (« Le Maghreb arabe »). C'est la première fois dans l'histoire du mouvement national algérien qu'un organe d'information porte le qualificatif « arabe ». La direction est confiée, malgré l'opposition au bureau politique, du chef de l'OS, Mohamed Belouizdad et d'Aït-Ahmed, à un inconnu, étranger au mouvement nationaliste, Cheikh Saïd Zahiri, uniquement parce qu'il était diplômé des universités islamiques, la Zitouana (Tunis) et El-Azhar (Le Caire). Au début de la Révolution, le FLN découvrit qu'il était un agent du colonel Schoen, chef des « Services des liaisons nord-africaines » (Renseignements généraux). Il sera exécuté (Harbi, 1980, p. 62).

De nombreux historiens qui se réfèrent abondamment à ce journal, comme Mahfoud Kaddache, ne mentionnent pas ce « détail ». En effet, celui-ci écrit :

« Cheikh Saïd Zahiri, ancien membre des Oulémas, polémiste de talent mais opportuniste (il avait quitté les Oulémas en 1937 pour appuyer le Front populaire, et s'était rapproché de l'administration durant la guerre en publiant le journal *El Ouifak (l'Accord)* fut, en raison de son talent de journaliste, recruté comme directeur de *Maghreb Al Arabi*. » (Kaddache, 1980, p. 815.)

La nomination de Zahiri à un tel poste ne pouvait qu'alimenter les tensions entre les arabo-musulmans et les Kabyles marxisants.

Le 20 septembre 1947 fut voté à l'Assemblée nationale française le statut de l'Algérie qui reste définie pour l'essentiel comme au début de la colonisation : un ensemble de départements. La modification apportée est la création d'une « Assemblée algérienne » composée de deux collèges, européen et musulman, à représentation « paritaire » et dont les décisions ne peuvent être prises qu'à la majorité des deux tiers.

A la veille des premières élections à cette « Assemblée algérienne », au mois d'avril 1948, le nouveau gouverneur général de l'Algérie, le socialiste Edmond Naegelen, procède à des trucages électoraux (devenus « célèbres »), précédés de nombreuses arrestations préalables de militants et de candidats du PPA-MTLD. L'échec de la voie électoraliste pousse le parti à accorder la priorité à l'OS dirigée depuis novembre 1947 par Aït-Ahmed, succédant à Mohamed Belouizdad gravement malade. Le nouveau chef est chargé de préparer un rapport dans une perspective de lutte armée.

Entre-temps, une série d'événements vont susciter une polarisation au sein de la direction.

D'abord, les dirigeants arabo-islamiques réunis au Caire au printemps 1947 créent le 5 janvier 1948 le « Comité de Libération du Maghreb arabe » « dirigé » par Abdelkrim (point qui soulève de nombreuses questions) dont le manifeste proclame :

« Le Maghreb arabe doit son existence à l'Islam, il a vécu par l'Islam ; et c'est selon

l'Islam qu'il continuera à se diriger au cours de son avenir [...]. Le Maghreb arabe fait indissolublement partie des pays arabes et sa collaboration avec la Ligue Arabe est chose naturelle et nécessaire. » (Kaddache, 1980, p. 984.)

La « proclamation d'Abdelkrim » est suivie d'une offensive des milieux arabo-islamiques contre les Kabyles. Les Oulémas réclament la suppression de la chaîne kabyle de Radio-Alger et déclarent dans leur organe d'information *El-Baçair* que les Kabyles ne seraient des Algériens à part entière que lorsqu'ils auront « cessé de chuchoter ce jargon (la langue kabyle) qui nous écorche les oreilles » (Aït-Ahmed, 1982, p. 51).

Quant à la direction du PPA-MTLD, elle avance la thèse de l'Algérie « État arabe qui devait se fédérer aux autres États de la Ligue arabe... » (Ageron, 1971, p. 589), au moment même où l'OS², sous les pressions des maquis kabyles et de la Fédération de France du PPA-MTLD, accélère les préparatifs pour le déclenchement de la lutte armée. Ces pressions sont suscitées par la répression qui sévit en Kabylie depuis le début de l'année 1948 et plus particulièrement au mois de juillet; la conférence du Conseil fédéral de France tenue au moins d'août est axée sur la lutte armée et la révolution sociale.

Ces événements sont accompagnés d'une opposition des Kabyles à la centralisation et à la personnalisation du pouvoir. Ils dénoncent le « centralisme autoritaire » dans le parti et demandent la tenue d'un Congrès pour la présentation du rapport du chef de l'OS et pour élaborer une « organisation rationnelle et scientifique » du mouvement nationaliste. Ils écrivent :

« We want to arm the party with a sane ideology, a scientific and rational organization, and a well considered revolutionary tactic which takes account of the struggle for immediate objectives while never losing sight of the final goal. » (Zagoria, 1973, p. 259.)

Juste avant la présentation du rapport du chef de l'OS, destiné finalement au « Comité central élargi », et dont l'orientation ne fait aucun doute, Messali lance au mois de septembre (1948) un « Appel aux Nations-Unies » dans lequel il fait remonter l'histoire de l'Algérie à la conquête arabe et soutient que l'Algérie fait « partie intégrante du monde arabe d'Occident connu sous le nom de Maghreb arabe ».

Les Kabyles s'élèvent contre cette interprétation de l'histoire et cette conception de la question nationale. La Fédération de France répond par la plume de Rachid Ali-Yahia alors responsable du journal *l'Étoile algérienne*. Dans un texte cité par Janet D. Zagoria, il écrit notamment :

« Algeria is not Arab but Algerian. It is necessary to form a union of all Algerian Muslims who want to fight for national liberation, without distinction of Arab or Berber race [...] We stand well above the racial problem [...]. For some time we have read in newspaper articles and certain leaders have been saying that Algeria is Arab. This statement not only is not true but it expresses ideas that are clearly racist, even imperialist... » (Zagoria, 1973, p. 256.)

Au Comité central élargi de Zeddine (décembre 1948), Aït-Ahmed présente son rapport dans lequel il insiste sur le caractère « algérien » de l'Algérie et de la Révolution en cours. Aucune référence linguistique ou religieuse n'est contenue dans le rapport. Après avoir dénoncé l'électoratisme, rejeté l'union avec les autres partis, l'« Union démocratique du Manifeste algérien » (UDMA de Ferhat Abbas créée en 1946) avec son « réalisme pseudo-scientifique »; les Oulémas « nos savants entur-

bannés qui trouvent facilement le rythme poétique pour prouver que “nous ne savons même pas fabriquer une allumette” et le PCA qui «court derrière le peuple dont il prétend être l’avant-garde» (Harbi, 1981, p. 26), le rapport s’oppose à la guérilla urbaine et s’en prend au mythe d’une insurrection basée sur la supériorité numérique.

Puisant dans les luttes historiques paysannes du Maghreb depuis la plus haute antiquité (Jugurtha, Tacfarinas, Abdelkader, El-Mokrani, Abdelkrim...), les expériences historiques de la Commune de Paris et de la Révolution bolchévique et les guerres patriotiques de l’Irlande, de la Yougoslavie, de la Grèce... se référant à Clausewitz et à Liddle Hart, le chef de l’OS soutient que «la lutte de libération sera une véritable guerre révolutionnaire».

Le rapport tient à rappeler que «les idées d’indépendance, de révolution et de démocratie forment la trame de l’opinion populaire». S’adressant à la direction, il lui demande de «convaincre l’Istiqlal de construire moins de mosquées et de médersas, de nous consentir un emprunt et de plaider notre cause auprès de la Ligue Arabe dont les déclarations de solidarité avec le Maghreb ne manquent pas» (Harbi, 1981, p. 40).

Ce rapport est fondamentalement à contre-courant de l’idéologie de la direction, de la Ligue Arabe et du «Comité de libération du Maghreb arabe». Il est «adopté à l’unanimité moins deux voix, celles de Dardour qui vote contre et de Messali qui s’abstient» (Stora, 1982, p. 205).

Pour M. Harbi, «ce document est l’analyse la plus cohérente et la plus radicale produite alors par un dirigeant algérien» (Harbi, 1981, p. 15). J.-L. Hurst écrit : «... cette analyse est considérée aujourd’hui comme le premier grand texte théorique de la révolution algérienne» (*Libération*, 09.11.1983).

L’adoption de ce rapport à la quasi-unanimité et l’imminence du déclenchement de la Révolution poussent le Comité fédéral de France, soutenu par les responsables de la Kabylie, notamment Bennaï Ouali et Amar Ould-Hamouda, à tenter de clarifier la question nationale. Préconisant l’égalité des langues et des cultures berbère et arabe, une motion de Rachid Ali-Yahia est votée en novembre 1948. «Sur 32 membres du Comité fédéral, 28 rejettent toute idée d’une Algérie arabe et musulmane et se prononcent pour la thèse de l’Algérie algérienne» (Harbi, 1980, p. 63 et Aït-Ahmed, 1983, p. 179).

La direction réagit violemment. D’abord, elle dissout la Fédération de France, exclut tous les éléments radicaux, dénonce le «complot berbériste» «manipulé» par le colonialisme et dépêche une équipe de trois personnes, Abdellah Filali, bras droit de Messali, et deux Kabyles de l’aile réformiste : le Dr Mostefai Chawki et Saïdi Sadok, pour reprendre la situation en main et occuper les locaux. De violents affrontements ont lieu et se sont prolongés durant de long mois, en France et en Algérie. Après l’arrestation de Bennaï Ouali au mois de mars 1949, la direction fait part de l’«existence d’un parti fractionniste : le Parti populaire kabyle (PPK). Elle déclenche alors une lutte acharnée contre les «berbéro-matérialistes» et répand la rumeur selon lesquelles les communistes auraient appuyé en sous-main la «scission berbériste».

L’amalgame «berbéro-matérialistes» = communistes (qui sont contre l’indépendance nationale) = Union soviétique (qui a fortement soutenu la création de l’État d’Israël, hostile à la Ligue Arabe), renforce l’anathème contre les Kabyles.

En France, des loyalistes formés en groupes de choc s’attaquent aux cafés fré-

quentés par les « berbéristes ». Abdellah Filali, leur responsable, crie dans les cafés tenus par les Kabyles : « A quand la République kabyle ? » (entretien avec Mohand Amokrane Khelifati).

En Algérie, les Renseignements Généraux arrêtent successivement tous les responsables de la Kabylie : Amar Ould-Hamouda, Saïd Oubouzar, Omar Oussedik et Omar Boudaoud. Seul Belaïd Aït-Medri échappe au coup de filet. Lui, les responsables arrêtés et les dirigeants exclus de la Fédération de France ainsi que de nombreux militants sont convaincus qu'ils ont été livrés par la direction aux forces répressives coloniales (Aït-Ahmed, 1983, p. 186; Harbi, 1980, p. 63).

Après ces arrestations, la direction se réunit au mois de juillet à Alger en l'absence du chef national de l'OS et décide l'exclusion de tous les dirigeants kabyles arrêtés, la dissolution des sections de l'OS en Kabylie, et à partir de septembre le remplacement d'Aït-Ahmed, exclu du BP et du CC, par Ben Bella à la tête de l'OS.

Les militants de la base demeurent pourtant convaincus que la direction est révolutionnaire. Il est en fait très difficile d'ébranler cette conviction sans remettre en cause non seulement le parti mais son incarnation : Messali-Hadj. A l'époque cela aurait été considéré comme une apostasie.

Dans un texte publié au cours de cet été 1949, cité par Janet Zagoria, les « berbéristes » écrivent :

« They speak of respect for all ethnic elements, that make up the Algerian people, though in fact they raise above all others the Arab element, ignoring the existence of the great and respectable Berber family. » (Zagoria, 1973, p. 256.)

La direction réplique en jouant la division des Kabyles, opposant les maquis, plébéiens, aux dirigeants politiques, intellectuels et syndicalistes. Krim Belkacem est désigné comme le responsable de la Kabylie, Ferhat Ali, militant de l'OS, un des adversaires les plus déterminés de Messali, s'oppose à l'élimination de ses camarades de la direction de la Kabylie. Krim Belkacem tire sur lui et le blesse grièvement. Les Kabyles marxisants, refusant une lutte « fratricide », décident de s'effacer afin de ne pas « compromettre le processus révolutionnaire ».

Victime de la répression coloniale en tant qu'aile radicale du mouvement nationaliste, combattus au nom de l'Islam par la direction du parti, par les Oulémas, par le « Comité de libération du Maghreb arabe » et la Ligue Arabe, isolés sur le plan international, démunis de moyens financiers, les « berbéro-matérialistes » se dispersent.

Excepté Omar Oussedik, devenu compagnon de route des communistes, aucun des anciens dirigeants de la Kabylie n'a rejoint les rangs communistes.

Cette crise résolue d'une manière violente et bureaucratique va refouler la question berbère pour de longues années.

De nombreux historiens, dont Mahfoud Kaddache, ont décrit ces événements comme « une petite crise berbériste en sein du parti nationaliste en 1949 qui fut très passagère et se termina par le départ de quelques militants » (Kaddache, 1973, p. 276). Il affirme par ailleurs que :

« La direction apprit d'abord par des rumeurs l'existence de ce courant. En 1949, une lettre envoyée par un militant prisonnier, fut interceptée par des responsables ; dans cette lettre Ouali Bennaï parlait de la nécessité de créer un nouveau parti. Le PPK (Parti populaire kabyle). La direction fit une photocopie de cette lettre et s'en servit pour convaincre les militants du caractère fractionnel du travail entrepris par les "berbéristes". » (Kaddache, 1980, p. 805.)

Pour Mohammed Harbi :

« Les documents saisis par la police sur Ouali Bennaï, arrêté à Oran alors qu'il s'embarquait à destination de la France, à l'insu du parti, constituent des preuves de l'existence d'une fraction [...]. En France, Rachid Ali-Yahia, élu au Comité fédéral par le congrès de novembre 1948 et appuyé par Ouali Bennaï et Amar Ould Hamouda, s'oriente vers la création d'un mouvement populaire berbère (MPB) et lance ses partisans dans une épreuve de force avec la direction du PPA-MTLD. » (Harbi, 1980, p. 63.)

Plusieurs contradictions apparaissent dans ces deux témoignages. Mahfoud Kadache parle d'une « lettre interceptée par des dirigeants » et du « PPK », alors que Mohammed Harbi se réfère à des « documents saisis par la police » et au « MPB ».

De son côté, Abdennour Ali-Yahia affirme que :

« aucun document n'a été saisi par la police. Il n'a jamais été question de créer un PPK, qui n'a existé que pour les besoins de la cause, que dans l'esprit des dirigeants du parti, qui ont fait chorus avec le colonialisme français, soucieux tous deux, de diviser pour régner. La lettre attribuée à Ouali Bennaï, photocopiée et distribuée aux militants qui s'interrogeaient sur le bien fondé des accusations, était un faux réalisé par un dirigeant du parti, juriste de surcroît. » (Ali-Yahia, 1983, p. 54.)

Les derniers rebondissements de la crise nous mènent en 1954 : une « Association pour le développement de langue berbère » dite « Tiwizi i tmazight » est créée le 11 mars 1954 à Paris (rapport de police, registre n° 54/289, dossier n° 30-060-P, préfecture de police, Paris). Son conseil d'administration de douze membres est composé majoritairement d'intellectuels, syndicalistes et ouvriers (Dr Aïssani, Mohamed Aït-Amrane, Tahar Bouaziz, Ali Boudaoud, Rabah Cerbah, Ali Daoud, Mohamed Heroui, Si Mohand Amokrane Haddag, « Jojo » d'Azazga, Si Mohand Amokrane Khelifati et Moulay). Tous sont des anciens militants du PPA-MTLD. Le bureau exécutif est composé de trois membres : le secrétaire général, Mohand Heroui, ouvrier chez Citroën, est décrit dans le rapport de police comme :

« ... un anti-Français notoire. Après avoir été militant du MTLD, il a adhéré au mouvement berbériste qui est né d'une scission au sein du MTLD au cours du mois de juin 1949. Aux archives de la direction des Renseignements Généraux et des Jeux, il est connu pour avoir assisté le 6 août 1949 à une réunion clandestine tenue par les berbéristes dans un café algérien sis 59, rue Ordener (18^e) au cours de laquelle il a été légèrement blessé par des militants du MTLD venus en perturbateurs. Il a par ailleurs loué le 15-10-1948 trois autobus de la Régie Autonome des Transports Parisiens (RATP) en vue du transport, le 17 du même mois, de nationalistes algériens désirant se rendre à Brie-Comte-Robert (S. et Marne) où résidait alors Messali Hadj, leader du MTLD » (rapport de police, *op. cit.*).

Quant au trésorier, Mohand Amokrane Haddag, il est propriétaire d'un café-restaurant-hôtel à Levallois-Perret (banlieue parisienne). Enfin, le rapport de police conclut :

« Il n'apparaît pas que l'Association "Tiwizi i tmazight" soit susceptible d'avoir dans l'avenir une action autre que celle qu'elle s'est fixée. » (Rapport de police, *op. cit.*)

Cette association, qui n'a jamais été mentionnée par les historiens algériens, représente la dernière manifestation explicite de la revendication linguistique berbère avant l'indépendance nationale.

CONSÉQUENCES DE LA « CRISE BERBÉRISTE » SUR LE DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT NATIONAL

« La crise de 1949 annihile les espoirs de voir un nationalisme radical se développer indépendamment de la foi religieuse... La saisie rationaliste et laïque du problème politique s'efface dorénavant au profit de l'approche mystique. L'épuration du mouvement berbériste a abouti à l'élimination des cadres de valeur pour faciliter la promotion des médiocres liés à l'appareil et redoutant par dessus tout d'être taxés de matérialistes et de marxistes. » (Harbi, 1980, p. 67.)

L'élimination de l'aile radicale rationaliste et laïque laisse le champ libre au sein du parti à la polarisation de deux courants : le réformisme « intellectuel » et le messianisme révolutionnaire. Les divergences de plus en plus profondes entre les deux tendances aboutiront à la scission du parti au mois de juillet 1954. Le premier courant, représentant la majorité des membres du Comité central et qualifié de « centraliste », le second, la majorité du parti ayant Messali à sa tête, est dénommée « messaliste ».

Dès la fin mars 1954 Mohammed Boudiaf réfléchit à la nécessité de créer une troisième force avec pour objectif de « recréer » l'unité du parti par un congrès démocratique (qu'il n'avait pas jugé nécessaire au moment de la « crise berbériste ») et engager immédiatement la lutte armée (Boudiaf, 1974, p. 10). Cette troisième force baptisée « Comité révolutionnaire d'unité et d'action » (CRUA), devenue le 23 octobre 1954 le « Front de libération nationale » (FLN), stipule dans la proclamation du 31 octobre 1954 que, dégagé de « toutes les compromissions possibles », il offre

« la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération ».

Le but, l'« Indépendance nationale », sera atteint par :

1. — la restauration de l'État algérien, souverain, démocratique et social dans le cadre des principes islamiques;
2. — le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de races et de confessions (Harbi, 1981, p. 102).

Les contradictions « principes islamiques »/démocratie sociale et libertés fondamentales réapparaîtront durant la lutte de libération nationale et par voie de conséquence après l'indépendance.

Principaux initiateurs du courant nationaliste radical, les Kabyles ont tenté à deux reprises dans les premières phases de son développement (1926-1937 et 1937-1949) de lui donner une orientation démocratique et laïque avant de le propulser dans la lutte anti-coloniale ouverte.

Grâce à des soutiens considérables au Maghreb et au Moyen-Orient, et à la répression permanente que subissait le courant radical (marxisant et berbérisant), les milieux arabo-islamisés ont réussi à investir le Mouvement national et à lui imposer leur orientation.

La formation en 1948, au Caire, du « Comité de libération du Maghreb arabe » sous la direction d'Azzam Pacha et du roi Farouk est en quelque sorte la réédition de la concertation pan-arabiste de 1935 à Genève, présidée par Chekib Arslan. Ces concertations arabo-islamiques ont, toutes deux, été suivies de crises (1936-1937 et 1948-1949) ayant abouti à l'élimination des nationalistes kabyles révolution-

naires. En ce sens, on ne peut admettre la thèse qui attribue la « crise berbériste » à la seule motion de Rachid Ali-Yahia du mois de novembre 1948, préconisant l'égalité des langues berbère et arabe.

En fait, cette motion se conjugue à l'hostilité de la direction à la perspective d'un déclenchement rapide de la lutte armée. Elle s'y était déjà opposée au congrès de 1947. Et l'abstention de Messali lors du vote sur le rapport du chef de l'OS, en décembre 1948, semble être un indice des liens très étroits qu'il avait noués avec les milieux réformistes pan-arabes.

En liquidant les « berbéristes » on a aussi cherché à marginaliser tout le courant radical laïcisant, jugé trop éloigné de l'arabo-islamisme.

Résolue d'une manière violente et bureaucratique, ce conflit entraîne la mise entre parenthèses de la question berbère durant toute la période de la guerre de libération nationale (1954-1962). Mise entre parenthèses confirmée d'ailleurs par le 1^{er} congrès du FLN-ALN tenu en Kabylie au mois d'août 1956 (Alleg, 1981, p. 545).

Pourtant, le conflit entre tenants et adversaires de l'arabo-islamisme resurgira lorsque ce Congrès définira la Révolution algérienne comme une « lutte pour la reconnaissance d'un État algérien sous la forme d'une République démocratique et sociale et non la restauration d'une monarchie ou d'une théocratie révolues » (Courrières, 1969, p. 583).

Lui opposant une Algérie islamique, les dirigeants arabes de la délégation extérieure du FLN, installée au Caire, dénoncent le congrès comme « sectaire ». Cette nouvelle crise sera incarnée par le conflit Abane/Ben Bella, résolu encore une fois par la violence : l'assassinat d'Abane Ramdane³.

Sigles

ALN	Armée de libération nationale
BP	Bureau politique
CC	Comité central
CRUA	Comité révolutionnaire d'unité et d'action
FLN	Front de libération nationale
ENA	Étoile nord-africaine (puis PPA)
MTLD	Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques
PCA	Parti communiste algérien
PPA	Parti du peuple algérien (puis MTLD)
OS	Organisation spéciale
UDMA	Union démocratique du manifeste algérien

NOTES

1. Parti de l'Istiqlal (Allal Al-Fassi), Parti de la réforme nationale (Abdelkhalek Torres), Parti de l'union marocaine (Nassiri), Parti démocratique marocain (Choura), Parti libéral constitutionnel — Néo-Destour dirigé par Bourguiba, Parti libéral constitutionnel — Vieux-Destour dirigé par le Dr Thameur.

2. Sur le plan structurel, l'OS divise le territoire national en cinq zones : le Constantinois, la « Grande Kabylie », l'Oranie, l'Algérois et le Grand-Alger, dirigées respectivement par Mohamed Boudiaf et Ahmed Mahsas, Amar Ould-Hamouda, Ahmed Ben Bella, Mohamed Maroc et Djilali Reguimi. L'instructeur militaire est Djilali Belhadj et le responsable national est, bien sûr, Aït-Ahmed. Après le démantèlement de l'OS par la police en 1950, Djilali Belhadj devient

dra un agent des services spéciaux français avec qui, après le 1^{er} novembre 1954, il monte sous le nom de Kobus un maquis anti-FLN. Il sera assassiné au mois d'avril 1958 (Stora, 1985, p. 194).

3. Chef politique du FLN-ALN à l'intérieur. Son assassinat par les « siens » en décembre 1957 est relaté, entre autres, par Lebjaoui, 1970, pp. 151-162.

BIBLIOGRAPHIE

- AGERON (Charles-Robert), 1971, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, tome 2, Paris, PUF.
- AÏT-AHMED (Hocine), 1982, « Interview » à *Tafsut* (Tizi-Ouzou), 5 juillet 1982.
- AÏT-AHMED (Hocine), 1983, *Mémoires d'un combattant. L'esprit d'indépendance*, Paris, Sylvie Messinger.
- ALI-YAHIA (Abdenour), 1983, « L'histoire du mouvement national algérien », *Tafsut*, 6.
- BENBRAHIM (Melha), 1982, *La poésie populaire kabyle et la résistance à la colonisation 1830-1962*, thèse de doctorat de 3^e cycle, Paris, EHESS.
- BOUDIAF (Mohammed), 1974, « Contribution à l'étude et à l'analyse du nationalisme algérien » et « Le nationalisme déchiré entre la voie réformiste et la voie révolutionnaire », *El-*farida** (organe du PRS), 15.
- CHAKER (Salem), 1984, *Textes en linguistique berbère (Introduction au domaine berbère)*, Paris, C.N.R.S.
- COURRIÈRE (Yves), 1969, *Le temps des léopards*, Paris, Fayard.
- DEJEUX (Jean), 1983, *Identité nationale, idéologie arabo-islamique et revendication berbérophone en Algérie*, Université de Turku.
- DIB (Fathi Al-), 1985, *Abdel Nasser et la Révolution algérienne*, Paris, L'Harmattan.
- HARBI (Mohamed), 1975, *Aux origines du FLN; le populisme révolutionnaire en Algérie*, Paris, Chr. Bourgeois (notamment pp. 111-117).
- HARBI (Mohamed), 1978, « Abane Ramdane (1920-1957), stratège et victime de la Révolution algérienne », *Les Africains*, t. II (sous la dir. de Ch.-R. Ageron), Paris, éd. Jeune Afrique, pp. 224, 129, 168, 176, 200.
- HARBI (Mohamed), 1980/a, *Le FLN, mirages et réalité*, Paris, éd. Jeune Afrique (notamment chap. 4, pp. 59-68).
- HARBI (Mohamed), 1980/b, « Nationalisme algérien et identité berbère », *Peuples méditerranéens*, 11, p. 59-68.
- HARBI (Mohamed), 1981, *Les archives de la Révolution algérienne*, Paris, éd. Jeune Afrique.
- HARBI (Mohamed), 1984, *La guerre commence en Algérie*, Bruxelles, éd. Complexe.
- KADDACHE (Mahfoud), 1980, *Histoire du nationalisme algérien*, Alger, SNED (2 tomes).
- KADDACHE (Mahfoud), 1973, « L'utilisation du fait berbère comme facteur politique dans l'Algérie coloniale », *Actes du premier congrès d'études des cultures méditerranéennes d'influence arabo-berbère*, Alger, SNED, pp. 279-276.
- LEBJAOUÏ (Mohamed), 1970, *Vérités sur la Révolution algérienne*, Paris, Gallimard.
- OUERDANE (Amar), 1986, « Genèse de la crise berbériste de 1949 », *Tafsut — Études et débats*, 3, pp. 109-120.
- OUERDANE (Amar), 1987, *La question berbère en Algérie, 1949-1980*, mémoire de maîtrise en science politique, Université du Québec à Montréal.
- OUZEGANE (Amar), 1952, « Le berbérisme », *Le jeune Musulman*, 1, juin 1952, p. 6.
- PAILLAT (Claude), 1962, *Deuxième dossier secret de l'Algérie 1954-1958*, Paris, les Presses de la Cité.
- SIVAN (Emmanuel), 1976, *Communisme et nationalisme en Algérie 1920-1962*, Paris, FNSP.
- STORA (Benjamin), 1985, *Dictionnaire biographique de militants nationalistes algériens*, Paris, L'Harmattan.
- STORA (Benjamin), 1982, *Messali Hadj*, Paris, éd. Sycomore.
- ZAGORA (Janet D.), 1973, *The rise and fall of the movement of Messali Hadj in Algeria, 1924-1954*, Ph. D., Columbia University.